

TABLE DES MATIÈRES

Le titre préliminaire

Chapitre premier

Introduction au titre préliminaire

§ 1.	La conception du titre préliminaire dans le Code civil suisse	1
	I. Le contenu du titre préliminaire	2
	II. Sens et problématique d'une Partie générale	3
	III. La solution suisse	5
	IV. Technique législative de demain	7
§ 2.	Plan et méthode de l'ouvrage	8
	I. Plan	8
	II. Méthode	9

Chapitre II

Droit civil fédéral et droit public cantonal

§ 3.	La réserve de l'art. 6 du Code civil	10
	I. Contenu et cadre de l'art. 6 CC	11
	II. Le problème	12
	III. Distinction du droit privé et du droit public	13
	IV. Champ d'application de l'art. 6	18
§ 4.	La force dérogatoire du droit civil fédéral par rapport au droit public cantonal	21
	I. Force dérogatoire du droit fédéral	22
	II. Principes d'une interprétation de l'art. 6	22
	III. Les motifs d'intérêt public	25
	IV. L'harmonisation avec le droit civil fédéral	26
	V. Modalités d'intervention du législateur cantonal	30

§ 5. La prohibition et la limitation du commerce de certaines choses	32
I. Généralités	32
II. Les causes des prohibitions et restrictions	32

Chapitre III

Le droit civil et les usages locaux

§ 6. Le principe de codification générale et les réserves en faveur du droit civil cantonal	35
I. Le principe de la codification générale du droit civil et la notion de réserve	35
II. Espèces de réserves	37
III. Conditions et portée des réserves	40
IV. L'exercice de la compétence cantonale	41
§ 7. Les usages locaux	42
I. Notion de l'usage ou des usages locaux	42
II. Nature et fonction	44
III. La preuve de l'usage local	44
IV. Limites du renvoi à l'usage local	45

Chapitre IV

L'unité de la législation privée en Suisse

§ 8. L'application des dispositions générales du droit des obligations aux autres matières du droit civil	47
I. Contenu et genèse de l'art. 7 CC	47
II. Portée générale du renvoi	48
III. Les dispositions du droit des obligations entrant en considération ..	49
IV. Les autres matières du droit civil	52
V. Mode d'application des dispositions générales du droit des obligations	54
§ 9. L'application des dispositions générales du Code civil aux matières du droit des obligations et des lois spéciales	
I. Dispositions du Code civil susceptibles d'application hors de leur domaine	59
II. La transposition dans les matières du droit des obligations et des autres lois civiles	60
III. Application de dispositions générales du CO à des matières spéciales de ce même code ou de la législation accessoire	61

Chapitre V

Les sources du droit privé: la loi, la coutume et le droit judiciaire

§ 10.	Aperçu général	63
	I. Contenu de l'art. 1 ^{er} et rapport avec l'art. 4	65
	II. Genèse des art. 1 ^{er} et 4	66
	III. Champ d'application de l'art. 1 ^{er}	67
	IV. Droit comparé	68
§ 11.	La loi et son interprétation	69
	A. La loi à interpréter	70
	I. La notion de la loi	70
	II. La détermination du texte applicable	72
	III. La fonction de la loi	74
	B. L'interprétation de la loi	75
	IV. Notion d'interprétation	75
	V. Principes de l'interprétation	76
	VI. La mise en œuvre de l'interprétation	81
	VII. Les moyens auxiliaires de l'interprétation	89
	VIII. Le résultat de l'interprétation	89
§ 12.	Les lacunes de la loi	89
	I. Notion de la lacune	90
	II. Lacunes intra legem et lacunes praeter legem	91
	III. Lacunes ouvertes et lacunes occultes	93
	IV. Les fautes du législateur ou les lacunes improprement dites	94
	V. Constatation des lacunes	95
§ 13.	Le droit coutumier	96
	I. Notion de la lacune	96
	II. L'exigence d'une coutume générale	97
	III. Constatation, interprétation et application de la coutume	97
	IV. La fonction de la coutume	98
§ 14.	Le droit judiciaire	100
	I. La fonction supplétive du juge	101
	II. La recherche de la règle supplétive	101
	III. Points d'appui de la recherche dans le droit positif	104
	IV. Points d'appui extrinsèques au droit positif	108
§ 15.	Portée de la doctrine et de la pratique éprouvées	112
	I. Généralités	112
	II. La doctrine éprouvée	113
	III. La pratique éprouvée	117
	IV. La force normative de la jurisprudence	117

§ 16. Pouvoir d'appréciation du juge	122
I. Généralités	122
II. La décision selon les règles du droit et de l'équité	123
III. Délimitation	124
IV. Les cas de décision en équité	128
V. Les limites du pouvoir d'appréciation	130
VI. L'exercice de la juridiction d'équité	131
VII. Contrôle du jugement d'équité	133

Chapitre VI

Les règles de la bonne foi et l'abus de droit

§ 17. Généralités	135
I. Genèse	136
II. L'observation des règles de la bonne foi (art. 2 al. 1)	137
III. L'abus de droit (art. 2 al. 2)	138
IV. Les aspects communs de l'art. 2	140
V. Délimitations	146
VI. Champ d'application de l'art. 2	149
VII. Droit comparé	151
§ 18. La mise en œuvre des règles de la bonne foi (art. 2 al. 1 CC)	152
I. Remarques préliminaires	152
II. Les règles de la bonne foi dans l'interprétation et le complètement de la loi (finalité des droits)	152
III. Les règles de la bonne foi dans l'interprétation et le complètement des actes juridiques	157
IV. Les règles de la bonne foi et les devoirs accessoires	165
§ 19. La mise en œuvre de l'idée d'abus de droit (art. 2 al. 2 CC)	167
I. Généralités	168
II. Absence d'intérêt à l'exercice d'un droit	168
III. Disproportion grossière des intérêts	170
IV. Ménagement dans l'exercice du droit	171
V. Attitude contradictoire	171
VI. L'exception de position mal acquise	175
VII. Vice de forme et abus de droit	178
VIII. La théorie de l'imprévision et l'abus de droit	183

Chapitre VII

La bonne foi et sa protection

§ 20. La bonne foi et sa preuve	194
I. Généralités	195
II. La notion de la bonne foi	196
III. La présomption de bonne foi	201

§ 21. La protection de la bonne foi et la déchéance du droit de l'invoquer	204
A. La protection de la bonne foi	204
I. Le contenu de la protection	204
II. Raisons de la protection de la bonne foi	206
III. Les cas de protection de la bonne foi	207
IV. Conditions de temps	209
V. Conditions personnelles	210
B. Déchéance du droit d'invoquer la protection de la bonne foi	212
VI. Généralités	212
VII. L'attention commandée par les circonstances	214

Chapitre VIII

Les règles du code civil relatives à la preuve

§ 22. Notions fondamentales sur le fardeau de la preuve	219
I. Contenu de l'art. 8	220
II. Droit comparé	221
III. Locus quaestionis	221
IV. Esquisse d'une théorie de la preuve	222
V. Conditions générales d'application des règles sur le fardeau de la preuve	228
VI. Nature des règles sur le fardeau de la preuve	230
VII. Champ d'application de l'art. 8	230
VIII. Portée de l'art. 8: le droit à la preuve	231
§ 23. La répartition du fardeau de la preuve	233
I. La notion de répartition du fardeau de la preuve	234
II. Idées directrices	235
III. Le fardeau de la preuve des faits générateurs, des faits destructeurs et des faits dirimants	238
IV. Les difficultés de la preuve et leur influence sur la répartition	244
V. Présomptions légales	248
VI. Contrats sur la répartition du fardeau de la preuve	253
§ 24. La preuve par des titres publics	254
I. Contenu de l'art. 9	255
II. Ratio legis	255
III. Droit comparé	256
IV. Champ d'application	256
V. Registres publics	257
VI. Titres authentiques	257
VII. La force probante des titres publics	260
§ 25. Prohibition des formes probantes du droit cantonal	263
I. Contenu et ratio legis	263
II. Portée de la règle	264
Table des lois citées	266
Répertoire alphabétique des matières	273